

Politique de protection de l'enfance

1. INTRODUCTION

1.1 Pourquoi une politique de protection de l'enfance à l'URALE

L'Union Régionale des Acteurs Locaux pour l'Europe (URALE) est une structure régionale agissant en Auvergne-Rhône-Alpes. Elle rassemble différents acteurs, parmi lesquels des Maisons de l'Europe et des associations de jeunesse comme les Jeunes Européens ou ESN (Erasmus Student Network). L'URALE permet de mutualiser et de mettre en commun des ressources et des initiatives pour promouvoir la citoyenneté européenne et soutenir les projets locaux et régionaux. En tant que structure de coordination et de soutien, l'URALE conçoit et anime des projets à dimension européenne, favorise les échanges de bonnes pratiques, et défend les intérêts de ses membres auprès des institutions régionales et européennes.

1.2 Champ d'application : activités de l'URALE et interaction avec les structures membres

Bien que l'URALE n'intervienne pas directement auprès de mineurs, elle est amenée, dans le cadre de son rôle de coordination et d'observation, à participer ou à être présente lors d'événements organisés par ses structures membres, susceptibles de concerner un public d'enfants ou d'adolescents. Consciente de sa responsabilité morale et du devoir de vigilance qui en découle, l'URALE s'engage à promouvoir une culture de la protection de l'enfance au sein de son réseau et à adopter les principes et les bonnes pratiques visant à garantir un environnement sûr pour tous les enfants, directement ou indirectement concernés par ses actions.

La présente politique a ainsi pour objectif de poser un cadre clair, de sensibiliser les équipes de l'URALE et ses partenaires aux enjeux de la protection de l'enfance, et de formaliser les engagements pris pour prévenir tout risque de maltraitance, d'exploitation ou de négligence.

1.3 Rôle de l'URALE en tant que structure coordinatrice, observatrice et partenaire

L'Union Régionale des Acteurs Locaux pour l'Europe (URALE) agit comme un acteur régional de coordination, de représentation et de soutien des acteurs locaux présents sur le territoire d'Auvergne-Rhône-Alpes. À ce titre, elle ne met pas en œuvre directement des activités éducatives, culturelles ou pédagogiques à destination de mineurs, mais elle confie ces activités à ses structures membres dans le cadre de conventions.

Dans le cadre de ses fonctions, l'URALE peut être amenée à participer à des événements, des visites, des temps d'observation ou de coanimation où des mineurs sont présents. Elle peut également initier ou coporter des projets européens ou régionaux impliquant des structures qui travaillent régulièrement avec des enfants ou des jeunes. De plus, en tant que relais auprès des pouvoirs publics et des institutions européennes, l'URALE joue un rôle important dans la diffusion des principes et des bonnes pratiques en matière de protection de l'enfance au sein de son réseau.

Ainsi, bien que l'URALE n'exerce pas d'activités impliquant une prise en charge directe de mineurs, elle reconnaît sa responsabilité en tant qu'acteur de référence pour son réseau. Elle s'engage à promouvoir une culture commune de vigilance, de prévention et de respect des droits de l'enfant. Cette politique de protection de l'enfance s'inscrit dans une démarche proactive de sensibilisation et de cohérence, pour garantir que toutes les structures du réseau partagent des valeurs communes de bienveillance et de sécurité à l'égard des plus jeunes. Elle s'appuie sur les bonnes pratiques et les expériences de ces structures membres agissant auprès d'enfants depuis de nombreuses années.

2. DÉFINITIONS

2.1 Enfant

Un enfant est défini comme toute personne âgée de moins de 18 ans.

2.2 Abus envers les enfants

L'abus envers les enfants est un terme générique qui comprend toutes formes de maltraitance physique ou émotionnelle, notamment, abus sexuels, négligence ou exploitation impliquant une atteinte potentielle ou réelle à la santé de l'enfant, à

sa survie, à son développement ou à sa dignité, en particulier dans le cadre d'une relation de responsabilité, de confiance ou de pouvoir.

2.3 Abus physique

Il s'agit d'une maltraitance physique réelle ou supposée, ou d'un manquement dans la prévention d'une violence physique ou de toute souffrance d'un enfant.

2.4 Abus émotionnel

La notion d'abus émotionnel inclut les abus verbaux, la discrimination, la négligence, la maltraitance psychologique. Cela fait référence aux effets néfastes réels ou supposés sur le développement émotionnel ou comportemental de l'enfant causés par une maltraitance répétée ou sévère, ou par un rejet.

2.5 Abus sexuel

Il s'agit de toute intrusion physique à caractère sexuel commise par la force, sous la contrainte ou à la faveur d'un rapport inégal, ou la menace d'une telle intrusion.

2.6 Négligence

La négligence désigne tout acte volontaire ou non, réalisé par omission ou insuffisance, qui compromet la santé, la sécurité et le développement de l'enfant, tout en prenant en compte le contexte, les ressources et les circonstances. Elle désigne l'incapacité durable à satisfaire les besoins physiques et/ou psychologiques de base de l'enfant ayant de fortes chances d'entraîner des troubles sérieux du développement physique et cognitif de l'enfant.

2.7 Exploitation, y compris le travail des enfants

Le travail des enfants et des mineurs est notamment régi par les règles de la convention 138 de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui prévoient plusieurs limites d'âge dont les suivantes :

1. L'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail ne doit pas être inférieur à l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire, ni en tout cas à quinze ans.
2. Cet âge minimum ne doit pas être inférieur à dix-huit ans pour un emploi ou un travail qui, par sa nature ou les conditions dans lesquelles il s'exerce,

est susceptible de compromettre la santé, la sécurité ou la moralité des enfants.

Cette limite d'âge peut être portée à seize ans si la santé, la sécurité et la moralité des adolescents concernés sont pleinement garanties et s'ils ont reçu, dans la branche d'activité correspondante, une instruction spécifique et adéquate ou une formation professionnelle. Dans la présente politique, le travail des enfants et des mineurs fait référence à l'emploi et au travail d'enfants de moins de quinze ans. L'URALE est vigilante concernant cette dernière limite d'âge, en particulier s'agissant de la préservation de l'accès à la scolarité et à la formation professionnelle des enfants. Par ailleurs, tout en respectant le cadre légal national, l'URALE veille à employer des personnes de plus de 18 ans et encourage toute personne collaborant avec elle à respecter cette règle.

2.8 Participation des enfants à des activités dans un cadre éducatif ou associatif

Cela fait référence à la participation d'un enfant ou d'un jeune de moins de 18 ans à une activité rémunérée ponctuelle, qui n'affecte ni sa santé ni son développement, et ne constitue pas une entrave à sa scolarité ou sa formation professionnelle. Aucune participation à des travaux légers n'est autorisée pour les moins de 12 ans (Convention 138 OIT).

3. PRINCIPES ET ENGAGEMENTS DE L'URALE

3.1 Principes généraux de protection de l'enfance

L'URALE reconnaît que la protection des enfants est une responsabilité partagée et un principe fondamental inscrit dans les valeurs européennes. Tous les enfants ont le droit de vivre à l'abri de toute forme de violence, d'abus, d'exploitation ou de négligence. Même en l'absence d'intervention directe auprès de mineurs, l'URALE s'engage à adopter une posture proactive, à promouvoir des environnements sûrs et bienveillants, et à intégrer les principes de protection de l'enfance dans ses pratiques internes comme dans les actions menées en partenariat.

3.2 Engagement à la vigilance

En tant que structure coordinatrice, l'URALE joue un rôle de soutien et de conseil auprès des acteurs locaux membres. Elle encourage chacun d'eux à mettre en œuvre sa propre politique de protection de l'enfance, adaptée à ses activités spécifiques. L'URALE s'engage à faire preuve de vigilance lorsqu'elle participe à des actions impliquant des enfants. La vigilance collective, la responsabilisation des acteurs et la transparence sont des leviers essentiels pour prévenir les risques et signaler les comportements inappropriés.

3.3 Promotion d'une culture de prévention au sein du réseau des acteurs locaux

L'URALE entend diffuser une culture commune de prévention dans l'ensemble de son réseau. Cela implique la sensibilisation des équipes et des bénévoles à la question des droits de l'enfant, la diffusion de bonnes pratiques, l'organisation de temps d'échanges et de formation, et l'intégration de clauses de protection dans les conventions de partenariat ou les projets portés en commun. En créant des ressources communes et en favorisant les retours d'expérience, l'URALE souhaite renforcer les compétences de ses membres en matière de prévention des abus, en lien avec les exigences européennes et nationales.

3.4 Références aux instruments juridiques et engagements européens en matière de droits de l'enfant

La présente politique s'inscrit dans le respect des textes internationaux et européens de référence en matière de droits de l'enfant, notamment :

- la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (1989) ;
- la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, en particulier son article 24 sur les droits de l'enfant ;
- la Stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant (2021-2024) ;
- ainsi que le Code de l'action sociale et des familles, dans son volet relatif à la protection de l'enfance.

En se référant à ces textes, l'URALE affirme son engagement à contribuer, à son niveau, à la construction d'un espace associatif européen respectueux des droits et du bien-être des enfants.

4. MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

4.1 Intégration de la politique dans les pratiques de l'URALE

Bien que l'URALE ne mène pas d'activités régulières directement auprès de mineurs, elle participe à la mise en œuvre de projets ou événements dans lesquels des enfants peuvent être présents via les acteurs locaux membres de son réseau. À ce titre, la présente politique est intégrée dans les procédures internes de l'URALE, notamment dans :

- l'organisation d'événements ou de séminaires régionaux en lien avec les acteurs locaux ;
- la préparation ou le suivi de projets européens ou régionaux impliquant potentiellement des jeunes participants ;
- les déplacements sur le terrain ou les missions d'observation au sein des structures membres.

Des consignes de vigilance et de comportement sont communiquées à l'ensemble des salariés, administrateurs, membres et prestataires de l'URALE susceptibles d'être présents lors d'activités accueillant des mineurs.

4.2 Sensibilisation et formation du personnel, du Conseil d'administration et des bénévoles

L'URALE s'engage à sensibiliser régulièrement ses équipes (permanents, administrateurs, stagiaires, bénévoles) à la question de la protection de l'enfance. Cela peut inclure :

- des temps d'échange ou des formations spécifiques sur les droits de l'enfant, les signaux d'alerte et les bonnes pratiques de prévention ;
- la diffusion d'un code de conduite à adopter en présence de mineurs ;
- l'intégration de modules sur la protection de l'enfance dans les formations proposées aux acteurs locaux membres.

4.3 Recommandations à l'attention des acteurs locaux membres

L'URALE recommande à ses structures membres, lorsqu'elles organisent des activités avec des enfants ou adolescents, de se doter de leur propre politique de protection de l'enfance ou, à défaut, de s'aligner sur celle proposée par l'URALE. Elle propose un accompagnement méthodologique pour l'élaboration de ces politiques, encourage le partage d'outils et veille à la cohérence des actions menées dans le réseau.

4.4 Modalités d'alerte en cas de situation préoccupante

Tout membre de l'URALE (salarié, administrateur, stagiaire, intervenant externe) témoin ou informé d'un comportement ou d'une situation pouvant compromettre la sécurité ou le bien-être d'un enfant doit :

- signaler sans délai la situation à la direction de l'URALE ;
- respecter les procédures légales en vigueur, notamment le devoir de signalement auprès des autorités compétentes si nécessaire.

Un référent interne est désigné pour recueillir ces signalements en toute confidentialité et orienter les démarches.

4.5 Engagement de confidentialité et respect du droit à la protection des données

L'URALE veille à protéger la confidentialité des données personnelles relatives aux mineurs rencontrés dans le cadre de ses missions ou observées lors d'activités. Toute information sensible est traitée avec rigueur, conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD) et à la législation française sur la protection des mineurs. Les signalements sont traités dans le strict respect de la confidentialité, de la présomption d'innocence et des droits des personnes concernées.

4.6 Intégration de clauses de protection de l'enfance dans les partenariats et projets portés en commun

L'URALE veille à intégrer des clauses de respect des droits de l'enfant et des principes de protection dans les conventions de partenariat, les appels à projets, ou les documents-cadres élaborés avec les acteurs locaux ou d'autres réseaux associatifs. Ces clauses permettent de rappeler les engagements communs et d'encourager la vigilance partagée dans tous les projets susceptibles d'impliquer des mineurs.